

Art. 79a**Abstimmung – Vote**

Für den Antrag der Minderheit
Für den Antrag der Mehrheit

96 Stimmen
64 Stimmen

Art. 80 Abs. 1, 2 – Art. 80 al. 1, 2
Angenommen – Adopté

Art. 80 Abs. 2bis – Art. 80 al. 2bis

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit
Für den Antrag der Minderheit

108 Stimmen
56 Stimmen

Art. 81

Präsident: Der Antrag Maury Pasquier bezieht sich auf einen neuen Absatz 1abis.

Abstimmung – Vote**Eventuell – A titre préliminaire**

Für den Antrag der Mehrheit
Für den Antrag Maury Pasquier

100 Stimmen
63 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Mehrheit
Für den Antrag der Minderheit

104 Stimmen
55 Stimmen

Präsident: Damit sind die Artikel 57a bis 57e gestrichen. Mit der Zustimmung zu Artikel 82 entfällt auch Artikel 57f.

Art. 57a–57e

Antrag der Kommission
Streichen

Art. 57a–57e

Proposition de la commission
Biffer

Angenommen – Adopté

Art. 82

Anträge der Kommissionen: BBI
Propositions des commissions: FF

Angenommen – Adopté

Art. 57f

Antrag der Kommission
Streichen

Art. 57f

Proposition de la commission
Biffer

Angenommen – Adopté

Art. 83

Anträge der Kommissionen: BBI
Propositions des commissions: FF

Art. 83a

Anträge der Kommissionen: BBI
Propositions des commissions: FF

Antrag Berberat**Abs. 1**

Bund und Kantone fördern die Verständigung und den Austausch zwischen den Sprachgemeinschaften; zu diesem Zwecke achten die Kantone darauf, dass die neben der Amtssprache des Kantons oder des betreffenden Gebietes unterrichtete Zweitsprache eine Landessprache ist.

Antrag Leuba

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates (Art. 57h)

Proposition Berberat**Al. 1**

La Confédération et les cantons encouragent la compréhension et les échanges entre les communautés linguistiques; dans ce but, les cantons veillent à ce que la deuxième langue enseignée, après la langue officielle du canton ou de la région concernée, soit une des langues nationales.

Proposition Leuba

Adhérer à la décision du Conseil des Etats (art. 57h)

Ostermann Roland (G, VD): Il serait difficile de cacher qu'en proposant son amendement à l'article 83 alinéa 2, la minorité avait sous les yeux l'article 82 où l'on dit que «la Confédération encourage le sport, en particulier la formation». Je déclare donc courageusement mes intérêts: je fais partie de l'équipe de football de notre Conseil, je ne fais pas partie du chœur gouvernemental! Et pourtant, ce sont bien les activités artistiques que j'aimerais défendre. D'autres que moi viendront dire ici l'importance qu'a, que peut ou que devrait avoir la vie artistique dans notre pays. Ils insisteront aussi sur l'importance qu'il faut accorder, parallèlement au sport, aux activités artistiques dans la formation des jeunes. C'est bien ce souci qu'expriment les exigences de la maturité fédérale, qui imposent un enseignement sportif et artistique. Mais, au niveau de la Confédération, un abîme sépare ces deux éléments de formation. Notre ambition n'est pas de le combler, mais d'en venir à un peu de décence. Dans ce qui suit, comme je l'ai fait plus haut, je n'utiliserai que le terme d'«expression artistique» et pas «artistique et musicale»: le premier terme me paraît contenir le second qui n'est apparu dans notre proposition qu'en raison de la version allemande où l'on m'a dit le juger indispensable.

Que n'est pas la proposition de minorité?

– Ce n'est pas une violation d'une votation populaire qui a conduit au refus du pour-cent culturel. Mais ce n'est pas parce qu'on n'a pas voulu ouvrir largement son porte-monnaie qu'il faut sortir une mitrailleuse chaque fois que la notion culturelle apparaît dans une proposition.

– Elle ne cache pas la volonté d'obtenir les mêmes crédits que ceux qui sont alloués au sport, et qui permettent d'agrandir des stades dont la pleine capacité ne sera utilisée que quatre à cinq heures par année.

– Elle ne tente pas d'imposer aux cantons des normes qui les obligeront à construire des salles qui, à l'image de celles de gymnastique, rendent parfois très délicate la construction d'une école.

– Il ne s'agit pas d'instituer une culture fédérale, ni de dessaisir les cantons de leurs prérogatives.

Mais, cette proposition:

– doit concourir à faire reconnaître la valeur de l'action engagée par les milieux artistiques en faveur de la population. Faut-il rappeler que le Conseil suisse de la musique regroupe 500 000 pratiquants de la musique?;

– tend à montrer que la vie artistique jouit de la même estime que le sport et le cinéma qui ont trouvé place dans notre constitution. La Confédération devrait pouvoir collaborer à la mise en place d'un mouvement «Jeunesse et musique», à l'image, allégée peut-être, du mouvement «Jeunesse et sport»: il correspond à une nécessité et aurait certainement des effets bénéfiques sur la formation de ceux qui s'engagent dans une activité musicale, comme d'autres s'engagent dans une activité sportive. Une telle institution permettrait d'offrir l'encadrement indispensable;

– permettrait aussi de favoriser le développement de talents qui ne trouvent pas forcément tout ce qu'il leur faut dans le cadre cantonal;

– mettrait fin à une hypocrisie qui fait trop souvent dire qu'on voudrait bien faire quelque chose pour telle cause artistique, mais qu'on ne le peut pas faute de mandat constitutionnel. Enfin, faut-il rappeler que lorsqu'on veut agréer une cérémonie dans cette salle, c'est à une production artistique et

non gymnique que nous recourons? Cela doit nous inciter à reconnaître constitutionnellement l'importance que revêtent la formation et l'activité artistiques. L'article qui vous est proposé les met en perspective avec d'autres dont nous ne contestons pas la présence dans la constitution, comme le sport et le cinéma.

Nous avons un ministre des sports, nous le savons. Faisons en sorte que la culture ait droit à plus qu'un ministère «in partibus»!

Jutzet Erwin (S, FR): J'ai développé, hier et avant-hier, sept propositions d'amendement; j'ai été mis parfois en minorité. J'en développe une huitième. Et cette fois, j'essayerai de vous convaincre en français, non pas parce que je serais particulièrement superstitieux, mais tout simplement parce que ma proposition concerne les cantons bilingues et trilingues, et qu'il me paraît judicieux dès lors de vous parler dans les deux langues.

Avec 12 cosignataires, je vous propose l'introduction, à l'article 83a, de l'alinéa 1bis suivant: «La Confédération soutient les cantons plurilingues dans l'exécution de leurs tâches particulières.» Vous allez me dire: «Ah, vous voulez de l'argent; vous voulez des subventions!» Je ne vous dirai pas le contraire. Effectivement, les cantons plurilingues – les Grisons, Berne, le Valais, Fribourg – ont des dépenses considérables pour les traductions, et également pour faire fonctionner des écoles, des hôpitaux et une administration plurilingues. Par les temps qui courent, les temps des caisses vides, il y a un grand risque que l'on économise sur le dos de la minorité. Cela peut être une fois le français, une fois l'allemand, une fois l'italien, une fois le romanche. Et cette atteinte à la minorité touche non seulement les cantons concernés, mais également la Confédération: nous faisons toutes et tous, d'une manière ou d'une autre, partie d'une minorité. L'idée de la Suisse, la cohérence de la Suisse sont étroitement liées au respect qu'on a pour nos minorités. Dans ce sens, les cantons plurilingues reflètent en petit la réalité suisse. Pas dans le sens de notre magnifique musée de Ballenberg, mais dans le sens que ces cantons forment une petite Suisse, une Suisse miniature, des cantons qui servent de pont entre deux cultures, comme la Suisse pourrait servir de pont entre les cultures pour cette Europe à construire.

Es geht also bei weitem nicht nur um Geld. Es geht um ein Symbol, um ein Signal, um die freundeidgenössische Unterstützung der mehrsprachigen Kantone in ihrer Brückenbaufunktion. Ich bitte Sie um Unterstützung.

Berberat Didier (S, NE): J'ai déposé une proposition visant à compléter l'article 83a qui traite de la compréhension et des échanges entre les communautés linguistiques. Cette proposition vise à ce que les cantons veillent à ce que la deuxième langue enseignée, après la langue officielle du canton ou de la région concernée, soit une des langues nationales. En effet, à mon sens, il ne sert à rien de prôner, dans notre constitution, la compréhension et les échanges entre les communautés si on ne se donne pas les moyens d'atteindre ce but, qui est fondamental pour l'existence même de notre pays. Or, le moyen principal pour atteindre ce but est d'enseigner une autre langue nationale, qui est un préalable à cette compréhension entre les différentes communautés de la Suisse. Cette proposition va d'ailleurs dans le sens des directives du Conseil de l'Europe qui prévoient que, à côté de sa langue maternelle, chaque enfant doit pouvoir apprendre la langue du voisin – pour nous Suisses et Suissesses, le français, l'allemand ou l'italien – et une autre langue internationale, par exemple l'anglais.

Cette préoccupation rejoint d'ailleurs celle des Commissions de la compréhension des deux Chambres de notre Parlement qui avaient, dans un rapport d'octobre 1993, proposé diverses mesures relatives à l'enseignement des langues nationales. A notre sens, cette proposition s'inscrit parfaitement dans le cadre de la mise à jour de notre constitution. En effet, l'enseignement d'une deuxième langue nationale existe dans tous les cantons suisses et peut être considéré quasiment comme une coutume. De plus, cette règle est appliquée dans

l'ordonnance sur les examens fédéraux de maturité, ce qui prouve bien qu'elle n'a rien de révolutionnaire. Enfin, le Conseil fédéral doit être sensible à cette proposition puisqu'il indique, en page 8 de son message, que «la réforme de la constitution est aussi l'occasion de mettre en lumière ce qui assure la cohésion de la Suisse en tant que nation issue de la volonté de ses 'citoyennes et' citoyens».

Il ne faut pas considérer cette proposition comme une attaque contre l'anglais ou contre le canton de Zurich qui tente, à juste titre je crois, un essai dans l'enseignement précoce de l'anglais. Il faut plutôt voir celle-ci comme une mesure constructive qui veut permettre aux Suisses et aux Suissesses de mieux se comprendre afin de mieux se connaître pour continuer à avoir envie de vivre ensemble. Il s'agit là d'une question de cohésion nationale importante pour l'avenir commun de notre pays et de sa diversité culturelle.

Il est cependant essentiel que les méthodes d'apprentissage des langues nationales soient encore plus attrayantes que celles utilisées actuellement. Cela s'impose quand on pense que notre pays dépense environ 3 milliards de francs par année pour des résultats somme toute assez moyens. Il s'agirait donc de mettre l'accent sur des nouvelles méthodes qui sont déjà appliquées ici ou là: par exemple l'enseignement bilingue par immersion, ou la généralisation des échanges linguistiques, qui permettent non seulement d'améliorer les connaissances d'une deuxième langue nationale, mais aussi d'aller à la rencontre de l'autre, d'une autre culture, d'autres concitoyennes et concitoyens. Ces échanges peuvent d'ailleurs prendre la forme d'échanges scolaires d'étudiants et d'apprentis. A titre d'exemple, je vous signale que la ville de La Chaux-de-Fonds, qui entretient des relations étroites avec Winterthur, pratique depuis plus de dix ans des échanges d'apprentis qui ont un grand succès. Je crois que c'est cette voie qu'il faut suivre.

Il est évident que cette proposition empiète quelque peu sur la compétence traditionnelle des cantons en matière d'enseignement, puisque l'enseignement est de la compétence des cantons. Cependant, ce retrait de compétence me semble minime comparé à l'intérêt que nous partageons tous à ce que la cohésion nationale soit maintenue et même développée. Je vous citerai d'ailleurs d'autres exemples d'empiètement de compétence dans la constitution même: nous venons d'adopter à l'article 82 alinéa 2 une disposition qui impose aux cantons, éventuellement, l'enseignement du sport. Il me semble que le fait de demander un minimum, c'est-à-dire que la deuxième langue étrangère enseignée soit une langue nationale, est une bonne chose.

Leuba Jean-François (L, VD): Je tiens d'emblée à déclarer que je retirerai ma proposition, mais que je souhaite néanmoins qu'une divergence soit créée entre le Conseil des Etats et notre Conseil, parce que je crois que la bonne solution est entre les deux versions.

Je constate tout d'abord qu'à l'article 83a, les alinéas 1er et 2 correspondent exactement à l'article 57h alinéas 3 et 4 de la version du Conseil des Etats. Il n'y a là aucune divergence. Le Conseil des Etats a sans doute raison dans la mesure où il intègre, dans l'article 57h, l'article 136 que nous avons adopté lors de notre session de janvier. En effet, il faut commencer par dire quelles sont les langues officielles de la Confédération avant de dire que cette dernière doit favoriser l'entente entre les langues officielles et, surtout, qu'elle doit favoriser, dans le sens de la proposition Berberat, l'entente entre les langues officielles avant l'entente avec d'autres langues étrangères.

En revanche, j'admets bien volontiers – c'est la raison pour laquelle je retire ma proposition – que l'alinéa 3 adopté par la majorité, qui a fait l'objet de très longues discussions en commission, est meilleur que l'alinéa 2 de l'article 57h de la version du Conseil des Etats. Par conséquent, je souhaite que, lors de l'élimination des divergences, nous conservions l'alinéa 3 de la majorité qui a tout mon appui, et que nous reprenions ici l'article 136, parce que lorsqu'on dit: «La Confédération et les cantons encouragent la compréhension et les échanges entre les communautés linguistiques», il faut

d'abord dire quelles sont ces communautés linguistiques. Il ne faut pas devoir aller les chercher à l'article 136. C'est ici qu'il faudra placer cette disposition.

Je dis cela simplement pour ce qui concerne nos documents de travail et, pour le surplus, je confirme que je retire ma proposition.

Widmer Hans (S, LU): Im Namen der SP-Fraktion möchte ich den Antrag der Minderheit Ostermann zu Artikel 83 Absatz 2 unterstützen.

Es ist sinnvoll, in der Verfassung festzuhalten, dass der Bund die Möglichkeit haben soll, die Sparten «Kunst und Musik insbesondere im Bereich der Ausbildung» zu fördern. Zwar unternehmen die einzelnen Kantone und sehr viele Gemeinden einiges, um die musische Ausbildung der Jugend zu fördern. Die letzten Rezessionsjahre haben aber verschiedentlich gezeigt, dass diese Anstrengungen sehr oft dem Sparstift geopfert worden sind. Budgetkürzungen bei Musikschulen beispielsweise gab es in grosser Zahl. In der Folge stiegen die von den Eltern zu bezahlenden Beiträge rasant an, und einkommensschwache Familien mussten darauf verzichten, ihre Kinder das Spielen eines Instrumentes erlernen zu lassen. Ebenfalls unter dem Spardruck kam es verschiedentlich zum Abbau von Stunden beim Instrumentalunterricht.

In unserer verwissenschaftlichten, durchrationalisierten und hochtechnisierten Gesellschaft gehört der musische Bereich mit Kunst und Musik nach dem Vorurteil vieler Gemeinde- und Kantonspolitiker zu den fettgepolsterten Weichteilen, bei denen sich scheinbar ohne allzugrosse negative Nebenfolgen abspecken lässt. Von der Sache her ist eine solche Einschätzung jedoch überhaupt nicht gerechtfertigt. Warum?

1. Weil die musische Ausbildung die Kreativität fördert. Dies tut sie sowohl auf der intellektuellen als auch auf der emotionalen Ebene.

2. Weil die musische Ausbildung auf die Entwicklung der Kommunikationsfähigkeiten einen positiven Einfluss hat. Stichworte dazu sind z. B.: zuhören und zusammenspielen können.

3. Weil die musische Ausbildung der Einübung gelebter Toleranz förderlich ist. Stichworte dazu sind: das Kennenlernen und Verstehen unterschiedlicher Stilrichtungen in Kunst und Musik.

4. Weil die musische Ausbildung auch die vorverbalen Ausdrucksmöglichkeiten des Menschen zu differenzieren vermag.

Kreativität, Kommunikationsfähigkeit, Toleranz und das Ernstnehmen vorverbaler Ausdrucksmöglichkeiten sind für die Individuen und auch für die Gesellschaft derart wichtige Ressourcen, dass sie auf keinen Fall vernachlässigt werden dürfen. Es geht auch nicht an, diese Ressourcen nur bei jenen ausbilden zu lassen, welche es sich finanziell leisten können.

Aus diesen Gründen bitte ich Sie, dem Antrag der Minderheit Ostermann zuzustimmen.

Hubmann Vreni (S, ZH): Ich äussere mich insbesondere zum Antrag Berberat. Vor vielen Jahren begegnete ich in einer Jugendherberge einem jungen Deutschen, der mir sagte, er würde es nicht ertragen, in einem Land zu leben, in dem man seine Muttersprache nicht in allen Landesteilen versteht. Diese Aussage hat mich sehr überrascht, denn ich war von klein auf – wie wohl die meisten Kinder unseres Landes – stolz darauf, in einem Land zu wohnen, in dem mehrere Sprachen gesprochen werden. Kaum hatte ich lesen gelernt, entzifferte ich mit Wonne die dreisprachigen Texte auf der Ovomaltine-Büchse, und ich erinnere mich noch genau, wie glücklich ich war, als ich mich als Sekundarschülerin anlässlich eines Besuches bei meiner Tante in Genf auf der Strasse auf französisch verständlich machen konnte.

Als Studentin lernte ich zwei junge Jurassier kennen, mit denen ich noch heute freundschaftlich verbunden bin. Die langen Diskussionen, die wir miteinander führten, trugen dazu bei, dass ich später die Geburt des Kantons Jura mit besonderem Interesse verfolgte und schliesslich mit meinem Stimmzettel begleitete.

Das Erlernen einer zweiten oder gar dritten Landessprache hat eine starke identitätsstiftende Wirkung. Die Auseinandersetzung mit der Kultur und den Gepflogenheiten eines anderen Landesteiles ist nicht nur spannend, sondern für unseren nationalen Zusammenhalt von nicht zu unterschätzender Bedeutung. Sie erleichtert in hohem Masse die Verständigung zwischen den Landesteilen und schafft Verständnis für regionale Probleme und Prioritäten. Das gilt ganz besonders für junge Menschen.

Im Namen der SP-Fraktion bitte ich Sie deshalb, den Antrag Berberat zu unterstützen.

Es ist ausserordentlich wichtig, dass wir bei unseren Kindern und Jugendlichen das Bewusstsein für die Sprachenvielfalt als grossen kulturellen Reichtum der Schweiz wecken. Besonders wichtig erscheint mir, dass das Erlernen einer zweiten Landessprache als erste Fremdsprache nicht nur im Unterricht erfolgen, sondern auch durch Kontakte und den Austausch zwischen den Sprachgemeinschaften gefördert werden soll. Kontakte und Austausch könnten z. B. zwischen Schulklassen stattfinden, zwischen einzelnen Schülerinnen und Schülern, zwischen jungen Leuten, die eine Berufslehre absolvieren, zwischen Studierenden, zwischen Berufsleuten oder zwischen Familien der Deutschschweiz, der Romandie, der italienischen Schweiz und den rätoromanischen Sprachregionen. Sprachaufenthalte gehören zu den wertvollsten persönlichkeitsbildenden Erfahrungen. Leider werden sie immer noch viel zu wenig genutzt. Der Förderung bedürfen auch die mehrsprachigen Kantone, wie das die Minderheit Jutetz in Artikel 83a fordert.

Ich bin jedesmal beeindruckt, wenn ich Leute wie Herrn Bundespräsident Cotti, wie unsere Kollegin Silva Semadeni oder unsere Kollegen Pelli, Cavalli oder Maspoli höre, die sich auf deutsch bzw. französisch ebenso gekonnt ausdrücken wie in ihrer Muttersprache. Was für unsere italienisch sprechenden Mitbürgerinnen und Mitbürger lebensnotwendig ist, nämlich die selbstverständliche Mehrsprachigkeit, sollte eine schweizerische Eigenschaft sein. Leider fördern und nutzen wir sie viel zu wenig.

Es wäre so einfach, bereits im Kindergarten oder im Primarschulalter durch einen zweisprachigen Unterricht und durch die Methode der Immersion das Erlernen einer zweiten Landessprache im wahrsten Sinne des Wortes zum Kinderspiel und zur Selbstverständlichkeit zu machen. Ohne grossen Aufwand könnten wir durch den Austausch von Lehrkräften zwischen den Sprachregionen die Sprachkompetenz unserer Kinder und Jugendlichen entscheidend verbessern. Leider gibt es in unserem Land erst ein paar wenige Schulen, in denen auf diese Weise Sprachen gelernt werden. Zu hoch sind, vorläufig noch, die Barrieren des Föderalismus. Für ein mehrsprachiges Land wie die Schweiz ist dieser Zustand eine verpasste Chance.

Der Antrag Berberat könnte ein erster Schritt in eine neue Zukunft sein und wäre deshalb auch ein schönes Geschenk zum 150. Geburtstag unseres Bundesstaates.

Im Namen der SP-Fraktion bitte ich Sie, diesem Antrag zuzustimmen.

Fässler Hildegard (S, SG): Einige von Ihnen kennen sie sicher, die Geschichte von Frederick, der Maus. Während seine Mäusekollegen im Sommer und Herbst fleissig Vorräte sammelten und in ihr Winterquartier trugen, sass Frederick auf einem Stein und tat nichts. Der Winter kam, und die Mäuseschar zog sich ins Winternest zurück. Die Tage vergingen. Die Mäuse vertrieben sich die Zeit mit Schlafen und Fressen, nur Frederick hatte nichts zu fressen. Schon bald wurde es den Mäusen eng und langweilig im grauen Mausnest, und sie fragten Frederick: Was hast Du eigentlich gemacht im Sommer, im Herbst, während wir Vorräte gesammelt haben? Da begann Frederick zu erzählen, von den Farben, die er gesehen und in sich aufbewahrt hatte, von den Formen, die er entdeckt und im Herzen gespeichert hatte, von den Klängen und Tönen, die sein Ohr aufgenommen hatte. So kam es, dass alle Mäuse sich an Farben, Formen, Tönen, Klängen erwärmen und erfreuen konnten, und Frederick bekam dafür zu fressen.

Wer von uns möchte nicht auch in grauen, aber auch in frohen Zeiten auf Bilder, Töne, Farben zurückgreifen können? Wie aber fördern wir Menschen, die sich wie Frederick verhalten? Gar: Wie fördern wir den Frederick, die «Fredericka» in uns? Der Grundstein zu diesen Fähigkeiten im musischen Bereich wird in der Jugend gelegt, in der Zeit der schulischen und beruflichen Ausbildung. Die Mäuse haben Frederick aus ihrer Gemeinschaft unterstützt. Tun wir dies auch!

Der Antrag der Minderheit Ostermann verlangt nichts Unmögliches. Er ermöglicht Sinnvolles. Er ermöglicht z. B. die Unterstützung der Musikschulen. Ich wohne in einer Gegend, welche nicht gerade als kulturelle Hochburg gilt. Die Konzerte der Musikschulen sind da eine Bereicherung, nicht nur für die Zuhörerinnen und Zuhörer, sondern vor allem auch für alle Jugendlichen, die für ihre Zukunft wichtige positive Erfahrungen machen können. Diese sinnvolle, sinnstiftende Aufgabe soll nicht einfach den Kantonen überlassen werden. Der Bund soll hier sein Interesse genauso bekunden wie z. B. im Bereich Sport.

Deshalb: Unterstützen Sie bitte den Antrag der Minderheit Ostermann!

Schmid Samuel (V, BE): Ich habe beinahe Hemmungen, nach Frederick, der Maus, über die Geheimnisse der Eidgenossenschaft zu sprechen. Trotzdem tue ich es im Zusammenhang mit dem Antrag der Minderheit Jutzet.

Ich bin der Überzeugung, dass eine der wesentlichen Voraussetzungen zum Zusammenfinden verschiedener Kulturen und Sprachen in unserem Land lange Zeit im relativ gleichmässigen regionalen Entwicklungsstand des Landes liegt. Nur wenn es uns gelingt, die Regionen in ihrer wirtschaftlichen Kraft einigermaßen gleichmässig zu entwickeln, werden wir dieses Fundament erhalten können.

Daneben gibt es ein zweites wichtiges Element im Fundament unseres Landes, das praktisch eine Klammerfunktion hat, nämlich die kulturüberschreitenden Kontakte. Sie sind ebenfalls nötig, damit man sich in diesem Kulturgemisch versteht und die verschiedenen Kulturen konstruktiv und innovativ nebeneinander existieren können. In diesem Zusammenhang spielen die mehrsprachigen Kantone eine nicht unwesentliche Rolle. Zweifellos sind sie nicht allein für diese Klammerfunktion zuständig; sie sind es aber in erheblichem Ausmass.

Insofern glaube ich, dass der Antrag der Minderheit Jutzet ein richtiges Postulat ist und ein richtiges Signal gibt. Das kulturüberschreitende Verständnis und die Kontakte sind und bleiben von existentieller Bedeutung für die Eidgenossenschaft. Selbst wenn alle diese Kontakte primär persönlichen Gewinn zu bringen vermögen, bringen sie für die Institutionen auch gewisse Lasten. Bei knappen Mitteln riskieren wir, dass dieser Aufwand überprüft und allenfalls – weil er kurzfristig nicht unmittelbar als nötig erscheint, sondern eher einer langfristigen Investition gleichkommt – gekürzt wird.

Eine Bundeskompetenz scheint mir daher hier vertretbar zu sein. Auch wenn es mir schwerfällt, angesichts unserer Finanzlage für eine derartige Kompetenz zu sprechen, halte ich dafür, dass uns hier diese hohe Zielsetzung des Zusammenhaltes eine derartige Investition wert sein muss. Es lohnt sich, für diese Mehrsprachigkeit zu kämpfen, selbst wenn vorerst nichts oder wenig getan werden kann. Der Antrag sagt ja nicht, wieviel und was genau zu tun ist, aber er begründet immerhin eine Kompetenz. Allein dieses Signal ist es mir wert, für den Antrag zu stimmen.

Ich bitte Sie, den Antrag der Minderheit Jutzet zu unterstützen.

Grendelmeier Verena (U, ZH): Ich werde keine Tierfabel mehr anfügen; ich möchte nur folgendes, das leider keine Fabel ist, noch einmal in Erinnerung rufen:

Die Schweiz hat den Ruf, ein kultureller Holzboden zu sein, auf dem keine Pflanzen wachsen. Ich glaube nicht, dass das stimmt. Aber die bisherige Politik, die Kultur ausschliesslich den Gemeinden zu überlassen, sie zur Kommunalangelegenheit machen zu lassen, scheint mir heute nicht mehr genügend zu sein. Ganz besonders nicht, wo kulturelle Werte je länger, desto mehr den wirtschaftlichen untergeordnet wer-

den, bis sie schliesslich ganz verschwinden. Deshalb ist es ausserordentlich wichtig, dass der Minderheitsantrag Ostermann zu Artikel 83 Absatz 2 *expressis verbis* auch die Musik im Bereich der Ausbildung erwähnt. Es geht nicht um den Luxus, ein bisschen Musik, ein bisschen Theater zu machen, ein bisschen zu malen, ein bisschen zu bildhauern. Es sind diejenigen Werte, die letztlich ein Land auch zusammenhalten und den Wert einer Bevölkerung und die Idee eines Staates stützen.

Wir sind eines der wenigen Länder, in welchen sich der Staat nicht um die Kultur kümmert, sondern das den einzelnen Gemeinden überlässt – was bestimmt richtig ist, wenn es um die konkrete Ausführung kultureller Aktivitäten geht. Aber das genügt nicht in einem Staat, der von einer solchen Komplexität ist wie der unserige, der aus vier und mehr Sprachen besteht und je länger, desto mehr in seine einzelnen Regionen auseinanderzubrechen droht. Hier hat der nationale Staat, der Bundesstaat eine Aufgabe.

Artikel 83 Absatz 2 ist ja im Sinne einer Kann-Formel formuliert: Er kann derartige Bestrebungen unterstützen. Wir haben hier eigentlich den berühmten Kulturartikel. Ich bitte Sie, nun die Gelegenheit zu benützen und diese sehr sanften Vorschläge, die hier sowohl im Minderheitsantrag Ostermann als auch bei Artikel 83a Absatz 1bis im Minderheitsantrag Jutzet gemacht werden, zu unterstützen.

Ich bitte Sie also, beide Minderheitsanträge zu unterstützen. Sorgen wir doch dafür, dass wir nicht total und endgültig im Shareholder-value-Denken versinken.

Sandoz Suzette (L, VD): Vous avez dit il y a un instant, Madame Grendelmeier, que nous étions un des rares Etats dans lesquels l'Etat ne s'occupait pas de culture. Est-ce que le fait que 26 cantons et demi-cantons et plus de 3000 communes s'occupent de culture implique véritablement que la culture n'est pas une préoccupation de notre pays?

Grendelmeier Verena (U, ZH): Je ne nie pas du tout que ce sont les cantons et les communes qui se sont occupés jusqu'à présent de la culture. Mais les cantons et les communes se plaignent de plus en plus de ne plus avoir de moyens. A ce moment-là, il faut absolument que quelqu'un, c'est-à-dire la Confédération, les soutienne.

Deiss Joseph (C, FR), rapporteur: Tout d'abord, à l'article 83 alinéa 2, la minorité propose que la Confédération puisse «encourager l'expression artistique et musicale, en particulier au travers de la formation». Il faut constater que cette proposition dépasserait la mise à jour, notamment si on se réfère aux événements les plus récents, puisque en 1986 une initiative populaire sur la culture a été refusée et qu'un projet du Conseil fédéral a également été refusé en 1994. Nous irions donc à l'opposé de décisions relativement, voire très, récentes en la matière. C'est vraisemblablement l'argument principal qui a incité, lors de la consultation, beaucoup de cantons et d'autres instances à s'opposer à ce qu'on donne une telle compétence à la Confédération, de même que la commission qui, par 16 voix contre 13, s'est prononcée en faveur du projet du Conseil fédéral.

Les divers intervenants qui justifient l'octroi d'une telle compétence se réfèrent aussi, comme M. Widmer – qui certes a dépassé les seuls aspects financiers –, aux difficultés financières des communes et des cantons. Mais que dire des possibilités de la Confédération? Je ne crois pas que nous devions régler cette question au niveau des capacités ou des arguments financiers, mais uniquement au niveau des principes. Là, nous aurions certainement des difficultés à justifier cette ingérence dans les compétences cantonales au vu des résultats des votations populaires récentes.

La commission vous invite donc à rejeter la proposition de minorité.

Je suis satisfait que M. Leuba ait bien voulu retirer sa proposition à l'article 83a. Je vous rappelle que la commission, le Conseil fédéral et le Conseil des Etats ont maintenant trouvé une solution globale à la question des langues, qui semble satisfaire tous les besoins et tous les souhaits.

A l'article 5, nous définissons les langues nationales. Nous séparons cette question de celle des langues officielles qui est traitée pour l'instant à l'article 136 du projet du Conseil fédéral et du projet de la commission et à l'article 83a que nous traitons maintenant. Ça n'est pas une divergence fondamentale ou importante.

Il y a ensuite l'article 15 qui règle la question de la liberté de la langue. L'article 83a offre une réplique à cet article 15 en mettant en évidence le principe de la territorialité, c'est-à-dire du droit d'une communauté linguistique et culturelle à prendre des mesures pour protéger son intégrité. Cet article met aussi en évidence d'autres aspects comme la compréhension entre les communautés linguistiques, qui est beaucoup plus importante que l'application de manière stricte du principe de territorialité.

La proposition de minorité Jutzet et la proposition Berberat s'inscrivent en quelque sorte dans cette question de la promotion de la compréhension linguistique. Néanmoins, elles vont à l'encontre de la mise à jour que nous sommes en train de faire. En ce qui concerne la proposition de minorité Jutzet, il faut reconnaître que ce mandat n'est pas respecté, même si je la soutiens à titre personnel puisque je représente ici un canton bilingue. Je sais les difficultés que cela représente, mais également les avantages qu'offre le fait de pouvoir compter sur des cantons où l'on parle plusieurs langues et qui peuvent, à ce titre, jouer un rôle de relais entre les communautés linguistiques. C'est essentiellement dans cette optique qu'il faudrait voir les choses, c'est-à-dire qu'il s'agit vraiment d'une chance pour le pays, comme Mme Hubmann l'a dit, de posséder plusieurs communautés linguistiques et culturelles qui sachent communiquer entre elles.

En revanche, je pense que la proposition Berberat risque d'aller à l'encontre de ce principe de la bonne communication puisqu'elle revient à imposer aux cantons quelque chose qui est de leur compétence. C'est donc contraire au principe de la mise à jour. Je crois qu'il ne faut pas introduire maintenant un tel article uniquement sur la base d'un événement qui a peut-être heurté certaines communautés linguistiques de Suisse. Je pense au cas de Zurich et de l'anglais qui a été introduit à titre expérimental au niveau de l'école primaire, bien que les autorités zurichoises aient affirmé leur volonté de maintenir l'apprentissage des autres langues nationales dans leur système scolaire. Je crois que ce serait une réaction trop fortement liée à un événement récent et qui ne doit pas se répercuter au niveau d'un article constitutionnel.

Je vous invite donc à rejeter la proposition Berberat.

Vallender Dorle (R, AR), Berichterstatterin: Zu den Artikeln 83 und 83a ist anzumerken, dass systematisch für Kultur und Sprache je zwei eigene Artikel geschaffen worden sind. Ausdrücklich lehnt es Ihre Kommission mit 18 zu 10 Stimmen bei 1 Enthaltung ab, Kunst und Musik im Bereich der Ausbildung als besonders unterstützungswürdig zu qualifizieren. Die Mehrheit findet, dass der Antrag der Minderheit Ostermann nach zwei gescheiterten Abstimmungen über einen Kulturartikel die Nachführung sprengt.

Damit kommen wir zu Artikel 83a, dem eigentlichen Sprachenartikel: Fraktionssprecher und auch Einzelvotanten haben sich hier in sehr engagierten Voten für die stärkere Betonung der Vielsprachigkeit stark gemacht. Ihre Voten sind in der Tradition von Denis de Rougemont, der für die vielsprachige Schweiz die Vision hatte, dass sie einmal – gerade wegen ihrer verschiedenen Sprachen und Kulturen – die Hauptstadt Europas sein sollte. Aufgrund dieser Tradition wäre es natürlich richtig, die Vielsprachigkeit noch viel stärker zu fördern und zu schützen. Allein, wir sind in diesem Saal weniger daran, die Visionen eines Denis de Rougemont umzusetzen – leider, wenn mir das gestattet ist –, sondern wir befinden uns in diesem Saal im politischen Alltag, und wir müssen darum ringen, den Weg der Nachführung nicht zu verlassen.

Daher hat sich Ihre Kommission zwar in Artikel 83a Absatz 3 dazu durchringen können, die Rücksichtnahme auf sprachliche Minderheiten stärker zu betonen. Sie hat aber den Antrag der Minderheit Jutzet auf Einführung eines Absatzes

1bis, wonach der Bund die mehrsprachigen Kantone besonders schützen müsse, abgelehnt.

Zum Antrag Berberat ist zu bemerken, dass dieser sicher im Rahmen der Vorkommen zu sehen ist, die sich in einem grösseren Kanton in der Nordwestschweiz ereignet haben. Die Reaktion ist sehr verständlich. Allerdings würde Artikel 83a gemäss Antrag Berberat zu stark in die Autonomie der Kantone eingreifen. Deshalb ist er nicht empfehlenswert.

Zu sagen ist, dass im Augenblick im schulischen Wettbewerb sehr viele Modelle – jetzt eben auch im Kanton Zürich – verfolgt werden, um mehr Erfahrungen im Rahmen des Sprachunterrichtes zu sammeln. Darauf mit einem eigentlichen Verfassungsartikel zu reagieren würde den Rahmen der Nachführung bei weitem sprengen.

Ich empfehle Ihnen daher im Namen der Kommission, den Antrag Berberat abzulehnen.

Koller Arnold, Bundesrat: Zunächst zum «Kulturartikel»: Ich glaube, wir sind uns alle bewusst, dass wir uns im Rahmen der Nachführung bei diesem Kulturartikel auf sehr schwachem Grund bewegen. Ich bin aber froh, dass Ihre Kommission – wie der Ständerat – diesem Vorschlag nun doch zustimmt, denn es ist wirklich Zeit, die seit Jahrzehnten praktizierte Kulturförderung in der Verfassung nun auch zum Ausdruck zu bringen.

Dabei wissen Sie aber wie der Bundesrat, dass die Kultur-Initiative 1986 und eine moderate Behördenvorlage 1994 in den Volksabstimmungen gescheitert sind. Beide Vorlagen verbanden mit der Verankerung der Kultur in der Verfassung auch neue Elemente, und genau daran sind sie gescheitert. Im Rahmen der Nachführung müssen wir diese beiden negativen Volksabstimmungen zweifellos respektieren.

Der Bundesrat schlägt Ihnen deshalb nur eine Festschreibung der seit Jahrzehnten praktizierten und vom Parlament beschlossenen Förderungstätigkeit des Bundes vor. Darin besteht ja Einigkeit: Die Tätigkeiten des Schweizerischen Landesmuseums, der Schweizerischen Landesbibliothek, der Pro Helvetia sollen endlich eine geschriebene Verfassungsgrundlage erhalten. Niemand will, dass diese Institutionen ihre Aktivitäten einstellen. Andererseits ist aber ebenso klar, dass es keine vom Bund verordnete Kulturpolitik geben darf.

Aus diesem Grund möchte ich Sie bitten, bei Artikel 83 Absätze 1 bis 3 dem Antrag der Mehrheit Ihrer Kommission und dem Bundesrat zuzustimmen.

Demgegenüber geht der Antrag der Minderheit Ostermann klar über das geltende Recht hinaus. So schön diese Ideen der Kunst- und Musikkförderung sind, sie stellen wiederum klar rechtspolitische Neuerungen dar, was politisch zweifellos besonders belastend wäre, weil wir zwei negative Volksentscheide hinter uns haben.

Deshalb möchte ich Sie bitten, diesen Minderheitsantrag abzulehnen.

Zum Sprachenrecht: Das Parlament hat sich vor nicht allzu langer Zeit sehr ausführlich mit dem Sprachenrecht befasst. Das hat zum neuen Artikel 116 der Bundesverfassung geführt. Diese junge Bestimmung haben wir fast unverändert übernommen. Ich glaube, wir müssen diese Diskussion hier nicht wiederholen.

Neu ist aber die ganze systematische Ordnung des Sprachenrechtes. Wir sind der Überzeugung, dass uns hier doch eine wesentliche Verbesserung des Sprachenrechtes gelungen ist, indem wir die grundrechtliche, die organisationsrechtliche und die kompetenzielle Seite des Sprachenrechtes sauber auseinanderhalten.

Die grundrechtliche Seite ist in Artikel 15 mit dem Grundrecht der Sprachenfreiheit ausdrücklich erwähnt. Auf die Nennung dieses wichtigen Grundrechtes können und wollen wir im Rahmen der Nachführung nicht verzichten. Dies erfordert allerdings als Gegenstück die Erwähnung des Territorialitätsprinzips im Kompetenzteil. Im Sprachenartikel des Kompetenzteils wird deshalb die Zuständigkeit der Kantone zur Wahl ihrer Amtssprachen erwähnt.

Die Kantone haben neben der herkömmlichen sprachlichen Zusammensetzung eines Gebietes auch sprachliche Minder-

heiten zu beachten. Die sprachliche Homogenität kantonaler Territorien ist also nicht ausschliessliches Kriterium. Die Formulierung lehnt sich hier eng an die bundesgerichtliche Rechtsprechung der letzten Jahre an. Gegen den Antrag Ihrer Kommissionsmehrheit (Art. 83a), insbesondere gegen die ausführliche Umschreibung in Absatz 3, ist meines Erachtens nichts einzuwenden. Im Gegenteil, ich sehe darin sogar eine Verbesserung und bin froh darüber, dass auch Herr Leuba diesen Absatz 3 der nationalrätlichen Kommission besser findet als die Fassung des Ständerates. Ich schliesse mich dieser Meinung an. Ich hoffe, dass wir im Differenzbereinungsverfahren hier dann die nötige Übereinstimmung herstellen können.

Die Minderheit Jutzet beantragt nun einen zusätzlichen Absatz, der den Bund dazu verpflichtet, die mehrsprachigen Kantone in ihren besonderen Aufgaben zu unterstützen. Ich gebe auch Herrn Jutzet gegenüber gerne zu, dass die mehrsprachigen Kantone – Graubünden, Wallis, Bern und Freiburg – in unserem vielsprachigen Land eine wichtige Brückenfunktion erfüllen, die Anerkennung verdient. Aber als Hüter des Nachführungskonzeptes muss ich auch hier einmal mehr sagen: Herr Jutzet schlägt eine materielle Neuerung vor. Ich muss daher konsequenterweise die Ablehnung empfehlen.

Gleiches gilt – aus unterschiedlichem Grund – auch für den Antrag Berberat. Er möchte sicherstellen, dass die Zweitsprache im Unterricht eine Landessprache ist. Aktueller Anlass ist offensichtlich der Schulversuch in Zürich, wo in einem Modellversuch bereits sehr früh mit dem Englischunterricht begonnen wird. Die Kenntnis einer zweiten Landessprache ist für unser vielsprachiges Land tatsächlich eine Voraussetzung für den Zusammenhalt des Landes und für den konföderalen Frieden. Hier stimme ich mit Herrn Berberat auch wieder vollständig überein. Auf der anderen Seite wäre Ihr Antrag aber doch ein klarer Eingriff in die Schulhoheit der Kantone. Insofern würde er eine klare materielle Neuerung darstellen.

Im übrigen frage ich mich auch, ob es gut ist, die Landessprachen gegen das Englisch auszuspielen und es nicht viel besser und zukunftssträchtiger ist, wenn wir beides fördern. Die Förderung der zweiten Landessprache ist konstitutionell wichtig, aber für unser nach aussen sehr offenes Land ist auch Englisch immer mehr ein Muss. Der Hauptgrund für die Ablehnung besteht aber darin, dass Ihr Antrag wirklich ein neuer Eingriff in die Schulhoheit der Kantone darstellen würde.

Art. 83 Abs. 1, 3–6 – Art. 83 al. 1, 3–6
Angenommen – Adopté

Art. 83 Abs. 2 – Art. 83 al. 2

Namentliche Abstimmung
Vote nominatif
(Ref.: 1979)

Für den Antrag der Minderheit stimmen:
Votent pour la proposition de la minorité:

Aeppli, Aguet, Alder, Banga, Bangert, Baumann Ruedi, Baumann Stephanie, Bäuml, Berberat, Bircher, Borel, Bühlmann, Burgener, Carobbio, Chiffelle, Christen, de Dardel, Dünki, Epiney, Fankhauser, Fässler, Fehr Jacqueline, Fehr Lisbeth, Filliez, Gadiet, Genner, Goll, Gonseth, Grendelmeier, Gross Andreas, Günter, Gysin Hans Rudolf, Gysin Remo, Haering Binder, Hafner Ursula, Hämmerle, Heim, Hollenstein, Hubmann, Jans, Jaquet, Jutzet, Keller Christine, Lachat, Langenberger, Lauper, Leemann, Loeb, Lötscher, Maury Pasquier, Meier Samuel, Meyer Theo, Müller-Hemmi, Nabholz, Ostermann, Pelli, Ratti, Rechsteiner Paul, Rechsteiner Rudolf, Rennwald, Roth, Ruffy, Schmid Odilo, Seiler Hanspeter, Semadeni, Simon, Spielmann, Strahm, Stump, Suter, Teuscher, Thanei, Thür, Tschäppät, Vermot, Vollmer, von Allmen, von Felten, Weber Agnes, Widmer, Wiederkehr, Zwygart (82)

Für den Antrag der Mehrheit stimmen:
Votent pour la proposition de la majorité:

Antille, Aregger, Baader, Baumann Alexander, Baumberger, Bezzola, Blaser, Bonny, Borer, Bortoluzzi, Brunner Toni, Cavadini Adriano, Columberg, Comby, Deiss, Dettling, Ducrot, Dupraz, Durrer, Eberhard, Egerszegi, Eggly, Ehrler, Engelberger, Eymann, Fehr Hans, Fischer-Hägglingen, Föhn, Freund, Frey Walter, Friderici, Fritschi, Giezendanner, Gros Jean-Michel, Gusset, Hasler Ernst, Heberlein, Hegetschweiler, Hess Otto, Hess Peter, Hochreutener, Keller Rudolf, Kofmel, Kunz, Leu, Leuba, Maître, Maurer, Moser, Mühlemann, Oehli, Raggenbass, Ruckstuhl, Sandoz Marcel, Sandoz Suzette, Schenk, Scheurer, Schluer, Schmid Samuel, Schmied Walter, Speck, Stamm Luzi, Steffen, Steinegger, Steinemann, Stucky, Tschopp, Tschuppert, Valler, Vetterli, Vogel, Weigelt, Wittenwiler, Wyss, Zapfl (75)

Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:
Binder (1)

Entschuldigt/abwesend sind – Sont excusés/absents:
Béguelin, Blocher, Bosshard, Bühner, Caccia, Cavalli, David, Dormann, Dreher, Engler, Fasel, Fischer-Seengen, Frey Claude, Grobet, Gross Jost, Grossenbacher, Guisan, Herzog, Imhof, Jeanprêtre, Kühne, Loretan Otto, Marti Werner, Maspoli, Meier Hans, Müller Erich, Philipona, Pidoux, Pini, Randegger, Ruf, Rycken, Scherrer Jürg, Stamm Judith, Steiner, Theiler, Waber, Weyeneth, Widrig, Zbinden, Ziegler (41)

Präsidium, stimmt nicht – Présidence, ne vote pas:
Leuenberger (1)

Art. 83a Abs. 1 – Art. 83a al. 1

Abstimmung – Vote
Für den Antrag der Kommission 90 Stimmen
Für den Antrag Berberat 66 Stimmen

Art. 83a Abs. 1bis – Art. 83a al. 1bis

Abstimmung – Vote
Für den Antrag der Minderheit 81 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit 77 Stimmen

Art. 83a Abs. 2, 3 – Art. 83a al. 2, 3
Angenommen – Adopté

Präsident: Herr Leuba hat seinen Antrag zurückgezogen. Mit der Bereinigung der Artikel 83 und 83a entfallen die Artikel 57g und 57h.

Art. 57g, 57h
Antrag der Kommission
Streichen

Art. 57g, 57h
Proposition de la commission
Biffer

Angenommen – Adopté

Weber Agnes (S, AG): Ich muss einen Rückkommensantrag stellen, ich kann nicht anders. Es handelt sich um Artikel 78a Absatz 1. Hier lag von der Mehrheit die Formulierung vor: «Der Bund kann Vorschriften über die Berufsbildung erlassen.» Sie haben diesen Antrag verworfen und der Version der Minderheit I (Schmid Samuel) zugestimmt, die wie folgt lautet: «Die Gesetzgebung über die Berufsbildung in Industrie, Gewerbe, Handel, Landwirtschaft und Hausdienst ist Sache des Bundes.»

Ich habe in Gesprächen gemerkt, dass diese Anträge sehr missverständliche Aufnahme gefunden haben. Ich möchte deshalb diese Sache klären helfen.

Ich bin der Ansicht, dass die Annahme dieses Minderheitsantrages einen Rückschritt bedeutet und dem Ausbildungs-